



DÉLÉGATION SUISSE

En circulation
11.11. au. 4p.

dodis.ch/2714

4p. 10.

Paris, le 8 novembre 1948.

retour
22.11.48/hg.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

La plupart des informations qu'on peut obtenir au Palais de Chaillot proviennent de délégués et sont généralement marquées par la politique nationale des interlocuteurs. Il n'est donc pas sans intérêt d'examiner les vues d'un spécialiste de l'un des rouages essentiels de l'O.N.U. : le Conseil de Sécurité.

J'ai précisément eu l'occasion d'entendre une conversation au cours de laquelle s'exprimait un membre de la représentation française au dit Conseil. Selon lui, c'est un organe dans lequel l'Amérique domine administrativement et l'U.R.S.S. politiquement. Les autres membres du Conseil font plus ou moins figure de comparses. Les Etats-Unis, autant que l'U.R.S.S., attachent une énorme importance à leur participation aux débats. Pour l'Amérique, il s'agit surtout d'un élément de politique intérieure, car au moment de la formation des Nations Unies, le Conseil de Sécurité a servi de point de cristallisation à l'intérêt public. Il s'agit d'un élément ostentatoire mais nécessaire. Les Russes, de leur côté, considèrent le Conseil comme la tribune par excellence pour proclamer leurs avis "urbi et orbi" au sens littéral de l'expression. Etant donné les possibilités que leur confère le veto, ils préfèrent subir des humiliations plutôt que de se désintéresser. En ne participant pas au Conseil activement, ils ne pourraient

./.

Monsieur le Conseiller Fédéral Max PETITPIERRE,
Chef du Département Politique Fédéral,

B e r n e .



- 2 -

en effet plus entraver les projets de leurs antagonistes. Ne pas prendre part aux délibérations du Conseil équivaudrait d'ailleurs pour eux à sortir de l'O.N.U. Or, il semble qu'ils n'en aient nulle envie.

Les impasses présentes du Conseil de Sécurité sont dues aux erreurs d'appréciation commises de part et d'autre lors de sa création. Il y a trois ans, les Russes étaient encore considérés par les Américains comme de loyaux et héroïques alliés et aucune critique ne pouvait leur être adressée. Actuellement, la situation est inverse et qui se hasarde à montrer la moindre sympathie pour la Russie est taxé de communiste, pour ne pas dire de traître. Etant donné la bonne entente qui régnait il y a trois ans entre les "Grands", on n'envisageait alors que les risques de guerre ne pourraient provenir que des pays petits et moyens. Le Conseil de Sécurité constitue donc un appareil qui n'est pas du tout adapté aux besoins de l'heure, puisque ce sont au contraire les Etats petits et moyens qui dénoncent constamment les dangers que font courir au monde les grandes puissances. Certains petits Etats jouent actuellement un rôle important à l'Assemblée des Nations Unies. Sans parler de M. Spaak, il convient de citer le Général Romulo, des Philippines, et M. Belt, de Cuba. Les délégations des grands pays commencent à attacher beaucoup de prix aux positions assumées par ces délégués. Des Ministres des Affaires étrangères de pays peu importants au point de vue de l'étendue et de la population peuvent exercer une influence très considérable sur la marche des affaires internationales. La France aurait pu prendre la tête de ces éléments modérateurs si, au lieu d'être incorporée parmi les cinq grandes puissances, elle avait été placée parmi les puissances moyennes. Elle aurait été plus libre dans ses décisions et on ne lui aurait pas infligé l'exercice du

./.

- 3 -

veto, ce qui lui aurait permis de jouer un rôle beaucoup plus nuancé et mesuré. La France tend d'ailleurs à se rapprocher de cette situation ; c'est elle en effet qui fut promotrice de la médiation des neutres dans l'affaire de Berlin.

Au Conseil de Sécurité, comme dans les autres organes de l'O.N.U., les Américains sont durs mais beaux joueurs. Ils prennent très volontiers l'initiative, mais ont conservé une certaine candeur qui les rend trop sensibles aux influences. Les Anglais, selon mon interlocuteur français, continuent à mener une politique plutôt trouble. On ne peut, dit-il, ajouter foi à leurs déclarations et il faut toujours chercher l'intention cachée. Les Américains ne s'en rendent pas assez compte et il est courant de constater que les initiatives américaines, au bout d'un temps relativement court, sont généralement soumises aux directives politiques du Royaume-Uni.

La personne dont il s'agit s'exprima aussi au sujet de la politique actuellement pratiquée par l'U.R.S.S. dans l'Est de l'Europe et assura que malgré les protestations obséquieuses d'amitié de la Yougoslavie à l'U.R.S.S. à l'Assemblée, la tension est plus forte que jamais entre ces deux pays et qu'il est assez difficile de prévoir comment cela se terminera, si Tito n'est pas supprimé. La rébellion de la Yougoslavie ferait tache d'encre parmi les satellites et c'est ainsi que le parti communiste bulgare ne condamna qu'à une infime majorité le parti communiste yougoslave. En Tchécoslovaquie, la situation serait mauvaise politiquement et économiquement et dans aucun des satellites les Gouvernements ne seraient sûrs de l'armée et de la police. C'est la raison pour laquelle ces Gouvernements insistent auprès de l'U.R.S.S. pour éviter que l'affaire de Berlin n'en arrive à une tension telle que la guerre puisse en résulter. Ils auraient en effet très peur d'un conflit armé à l'heure actuelle. En tout cas, la mésentente entre la Yougoslavie et l'U.R.S.S. n'est pas une

./.

- 4 -

invention, preuve en soit qu'un des principaux délégués de la Yougoslavie à l'O.N.U. fut invité à un dîner auquel prenait part M. Sobolef, Secrétaire général adjoint russe de l'O.N.U. Le Yougoslave intervint auprès du maître de maison pour lui dire qu'il avait supporté difficilement cette promiscuité et que si l'on voulait éviter des esclandres on ferait bien de ne plus renouveler de pareilles invitations. M. Sobolef, en tant que haut fonctionnaire des Nations Unies, est pourtant censé être dénationalisé.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération.

M. Zito